

La réussite au baccalauréat témoigne-t-elle d'une réduction des inégalités sociales ?



Sources : DBnomics / RERS
Traitement : Partageonsl'eco

Le 25/01/2021 :

Ce graphique nous montre qu'aujourd'hui plus de 90 % des candidats au baccalauréat général obtiennent leur diplôme. Ce taux de réussite a connu une progression importante depuis la fin des années 90, avec des baisses en 2005 et 2011 pour enfin stagner autour des 91 % depuis 2013. La réussite au baccalauréat est obligatoire pour permettre un accès aux études supérieures car il atteste d'un certain niveau académique. Le baccalauréat général est alors l'attestation qu'un jeune étudiant a les prérequis pour pouvoir continuer des études dans les secteurs à fortes qualifications, ce que les autres baccalauréats ne permettent pas forcément. Si on peut se réjouir que plus de jeunes réussissent à obtenir leur baccalauréat général à l'issue du lycée, cette réussite reste grandement inégalitaire socialement, l'accès à la filière générale n'est pas le même pour toutes les classes sociales.

Avoir plus de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat (toutes filières confondues), c'était l'objectif fixé par la loi de 1989¹ et poursuivi par « la loi de l'orientation pour l'avenir de l'école » en 2005. Les objectifs de ces politiques éducatives étaient de réduire le chômage, l'illettrisme et de favoriser l'égalité des chances. Selon les données du ministère de l'éducation nationale² cet objectif de 80 % d'une classe au baccalauréat est bien dépassé depuis 2018. Pour autant, les inégalités sociales se sont-elles réellement réduites ?

¹ Voir Loi d'orientation sur l'éducation (n°89-486 du 10 juillet 1989)

² Note d'information du ministère de l'éducation nationale de Mars 2020 au sujet des résultats définitifs de la session 2019 du baccalauréat.

Partageons L'Eco
Tous droits réservés



Pour l'observer, nous avons décidé de nous intéresser à 3 catégories socio-professionnelles (CSP) : celle des ouvriers, celle des personnes sans activité professionnelle et celle des cadres et professions intellectuelles supérieures (CSP+). On regarde ici les résultats au Bac en fonction de la CSP des parents. En reprenant les données du RERS (Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche), on peut remarquer que les taux de réussites des jeunes issus d'un milieu ouvrier ou avec des parents sans activité salariée, bien qu'en hausse, gardent un écart relativement constant par rapport à celui des CSP+. En effet, si l'écart était de 15 points en 1997, il est encore de 12 points en 2019.

Aussi, il est important de spécifier que nous avons ici des données qui ne distinguent pas les différents baccalauréats. Le graphique montre une réussite au baccalauréat en hausse pour les jeunes, quelle que soit la CSP de leurs parents, mais encore faut-il spécifier quelle filière. Aujourd'hui, des jeunes issus de toutes les CSP sont dans des filières professionnelles alors que ces filières s'adressaient à une grande majorité de jeunes issus de la classe ouvrière. Les filières générales (ou leurs équivalents du nouveau baccalauréat) ont gardé une fréquentation sociale similaire. Selon l'Etat de l'école en 2018³, « 77 % des lauréats enfants de cadres obtiennent un baccalauréat général, 14 % un baccalauréat technologique et 9 % un baccalauréat professionnel, la répartition est respectivement de 36 %, 22 % et 42 % pour les enfants d'ouvriers. ». Ces statistiques incarnent la « démocratisation ségrégative » expliquée par Merle en 2000, dans Le concept de démocratisation de l'institution scolaire : une typologie et sa mise à l'épreuve, Population.

Il est alors intéressant de distinguer la démocratisation quantitative de la démocratisation qualitative, distinction proposée par Antoine Prost en 1986⁴. Selon A. Prost, la démocratisation quantitative permet un allongement de la scolarisation des jeunes mais « ne supprime pas les inégalités, elle les déplace seulement ». Si on remarque que les jeunes générations obtiennent plus le baccalauréat, on remarque que ce n'est pas le même selon la CSP. Merle parle donc d'un nouvel objectif : la « démocratisation

³ Publication annuelle du ministère de l'Education nationale qui présente une synthèse d'indicateurs statistiques apparaissant essentiels pour analyser notre éducatif et pour apprécier les politiques publiques mises en œuvre.

⁴ Antoine Prost, L'Enseignement est-il démocratisé ? Paris, P.U.F., 1986



Partageons L'Eco
Tous droits réservés

égalisatrice ». C'est cette dernière qui permettra une réduction significative des inégalités face à l'accès au *capital humain*.

Enfin, si l'objectif du baccalauréat est utile, il ne permet pas à lui seul de garantir une réussite économique et sociale. La notion de *capital humain* émerge dans les écrits de Théodore Schultz en 1961 et Gary Becker la développe dans les années qui suivent. Le capital humain se définit comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc. ». Il permet un positionnement des individus dans les hauts maillons des chaînes productives (Aghion P. et Cohen E., Education et croissance) et crée un lien important entre éducation, productivité, gain. Avec cette productivité croissante, les opportunités sur le marché de l'emploi se diversifient et les salaires augmentent. Selon l'étude Regards sur l'éducation 2018 de l'OCDE, avoir un master en France permet d'obtenir jusqu'à 110 % du salaire moyen des personnes ayant seulement un baccalauréat. Aussi, en 2018, on remarquait que le chômage des personnes n'ayant qu'un baccalauréat était de 12,7 % alors que celui des diplômés d'un master était de 5,8 %. Il est donc possible de comprendre que l'accès au baccalauréat est un passage pour une majorité de jeune mais qu'il ne donne pas lieu aux mêmes perspectives pour *tous* les bacheliers.

La particularité du capital humain est qu'il peut devenir une externalité de réseau. En effet, Pierre-Yves Hénin et Pierre Ralle (1993) expliquent que le capital humain engendre, si la communication et l'interaction entre des individus d'un même niveau de connaissance est possible, des effets positifs sur la productivité des agents et puis sur la croissance économique. Il est donc possible de constater que ces externalités de réseaux peuvent se rapprocher du besoin de démocratisation égalisatrice.

Gauthier Maisonnave

Bibliographie :

- Theodore Schultz : Investment in Human Capital, AER, 1961
- Gary Becker : Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis, Columbia University Press for the NBER, New York, 1964.
- Note d'information du ministère de l'éducation nationale de Mars 2020 au sujet des résultats définitifs de la session 2019 du baccalauréat
- Regards sur l'éducation 2018, OCDE
- Pierre Merle : Le concept de démocratisation de l'institution scolaire : une typologie et sa mise à l'épreuve, Population, 2000
- Antoine Prost : L'enseignement est-il démocratisé, P.U.F, 1986
- Philippe Aghion et Elie Cohen, Education et croissance, Conseil d'analyse économique, 2004
- Pierre-Yves Hénin et Pierre Ralle, Les nouvelles théories de la croissance, Revue économique, 1993



Partageons L'Eco
Tous droits réservés

Sources des données :

- La réussite au baccalauréat selon l'origine sociale, RERS - Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche (<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/reussite-au-baccalaureat-selon-lorigine-sociale/?fbclid=IwAR0spdSFx8B5MCkRYAUS9gXiLIP-CGuBtvek2b2rENF6Z9Zi9VxNJPJBpIRM>)
- https://db.nomics.world/INSEE/TCRED-EDUCATION-REU-BAC/A.TX_R.TAUX.BACG.FE.POURCENT.BRUT

Retrouvez toutes nos productions, relues par des enseignants et chercheurs de l'enseignement supérieur, ainsi que nos actualités sur <http://partageonsleco.com>